

Royaume du Maroc



SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Décembre 2025

Loi de finances

- Résultats en bref
- Recettes
- Dépenses
- Comptes spéciaux du Trésor
- Financement
- Annexe statistique

PREAMBULE

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

RESULTATS EN BREF

L'exécution de la loi de finances au titre de l'année 2025 s'est inscrite dans un contexte national globalement favorable, marqué par une accélération de la croissance économique, qui s'est établie à 4,8% en moyenne sur les trois premiers trimestres de 2025, contre 3,7% sur la même période de l'année précédente.

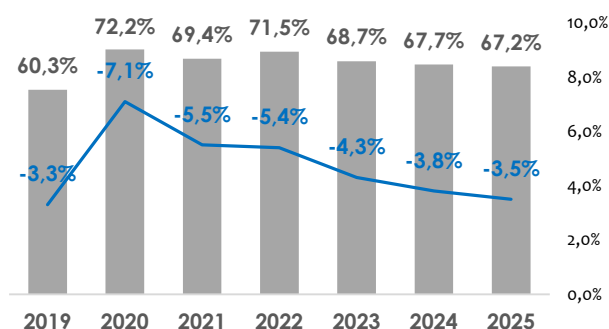
Cette performance s'explique principalement par les résultats solides enregistrés par les secteurs de l'agriculture, du BTP, de l'industrie et du tourisme, ainsi que par la vigueur de la demande intérieure, portée notamment par la dynamique de l'investissement et par une consommation des ménages soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat. À cet égard, le taux d'inflation a poursuivi sa décélération pour s'établir à 0,8% en moyenne annuelle en 2025, contre 0,9% en 2024.

Dans ce contexte macroéconomique favorable, l'année 2025 a été marquée par des résultats positifs en matière de finances publiques, en cohérence avec l'orientation budgétaire du Gouvernement, visant à poursuivre la trajectoire de consolidation budgétaire tout en soutenant l'activité économique, en répondant aux priorités sociales et en préservant les équilibres macroéconomiques.

Ainsi, le déficit budgétaire s'est établi à 3,5% du PIB en 2025, un niveau conforme à l'objectif fixé par la loi de finances pour 2025 et en amélioration de 0,3 point par rapport à 2024. Cette réduction du déficit s'est traduite par la poursuite du recul du ratio de la dette, qui a été ramené à 67,2% du PIB en 2025.

À cet égard, le déficit budgétaire s'est chiffré à -60,5 MM.DH, contre -61,5 MM.DH un an auparavant, traduisant une progression des recettes (+52,9 MM.DH) supérieure à celle des dépenses (+51,9 MM.DH).

Graphique 1 : Dette du Trésor / Déficit budgétaire
– en % du PIB –



RECETTES

Les **recettes**, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont atteint un taux de réalisation de 107,3% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et ont progressé de près de 52,9 MM.DH (+14,2%) comparativement à fin décembre 2024.

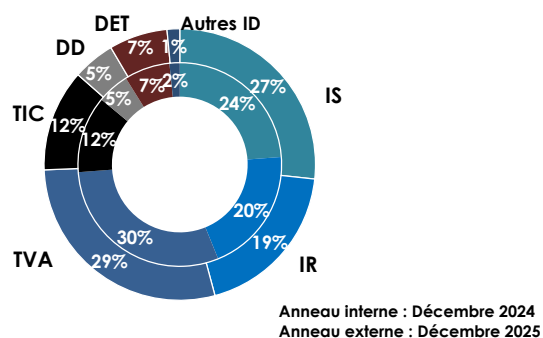
Les **recettes fiscales** ont enregistré un taux de réalisation de 106,9% et une hausse de 43,8 MM.DH (+14,7%) par rapport à fin décembre 2024. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales (CT), ont augmenté de 3,1 MM.DH, pour atteindre 26,1 MM.DH, reflétant ainsi l'effort soutenu de l'État en matière d'apurement du crédit de TVA.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant marqué le comportement des recettes fiscales, tant par rapport aux prévisions de la LF que par rapport à fin décembre 2024, se présentent comme suit :

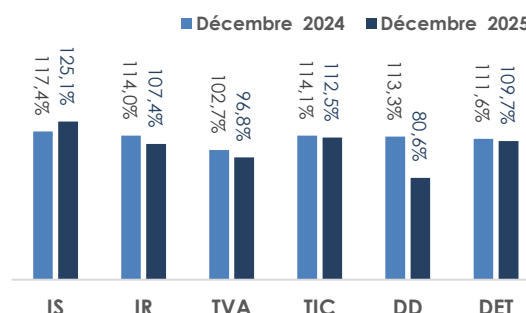
- **IS** : Un taux de réalisation de 125,1% et une forte progression de 20,3 MM.DH (+28,6%). Cette dynamique est tirée principalement par l'augmentation significative du complément de régularisation de 6,9 MM.DH (+51,9%), pour atteindre un niveau record de 20,1 MM.DH, ainsi que par l'amélioration des acomptes, qui ont totalisé une hausse de 14,1 MM.DH. Par ailleurs, les restitutions au titre de cet impôt sont passées de 2,4 MM.DH à 3,4 MM.DH en 2025 ;

- **IR** : Un taux de réalisation de 107,4% et une progression de +5,6 MM.DH (+9,4%). Cette performance est attribuable principalement à la régularisation fiscale volontaire, qui a généré 3,8 MM.DH en janvier 2025, ainsi qu'aux augmentations de l'IR retenu à la source sur les profits de cession de valeurs mobilières de 936 M.DH et des recettes issues de l'action de l'administration fiscale de 619 M.DH ;
- **TVA** : Un taux de réalisation de 96,8% et une augmentation de 8,3 MM.DH (+9,3%), attribuable à la hausse des recettes au titre de la TVA à l'importation de 4,8 MM.DH (+8,2%) et de la TVA à l'intérieur de près de 3,5 MM.DH (+11,5%). Il est à souligner que les remboursements en matière de TVA (non compris la part des CT) ont atteint 14,4 MM.DH, contre 13,6 MM.DH à fin 2024 ;
- **Taxes intérieures de consommation** : Un taux de réalisation de 112,5% et une hausse de 5 MM.DH (+13,8%), tirée principalement par l'augmentation des recettes des TIC sur les produits énergétiques de 2,8 MM.DH (+15,7%) et sur les tabacs de 1,7 MM.DH (+11,7%). L'évolution des TIC sur les produits énergétiques est attribuable notamment à la suppression, dans le cadre de la LF 2025, de l'exonération des TIC sur les houilles et le fioul lourd utilisés pour la production de l'énergie électrique, ainsi qu'à l'augmentation des quotités appliquées à ces produits, aux huiles lubrifiantes et aux bitumes ;
- **Droits de douane** : Un taux de réalisation de 80,6% et une hausse de 2 MM.DH (+12,9%), imputable principalement à l'augmentation de 10 % des importations mises à la consommation;
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : Un taux de réalisation de 109,7% et une progression de 2,2 MM.DH (+10,1%), suite notamment à l'augmentation des droits d'enregistrement (+1,6 MM.DH, +12%) et des droits de timbre (+584 M.DH, +17,7%).

Graphique 2 : Structure des recettes fiscales



Graphique 3 : Taux de réalisation des prévisions



Les **recettes non fiscales** ont atteint 77,6 MM.DH à fin décembre 2025, en hausse de 9,3 MM.DH (+13,6%). Ces recettes comprennent notamment :

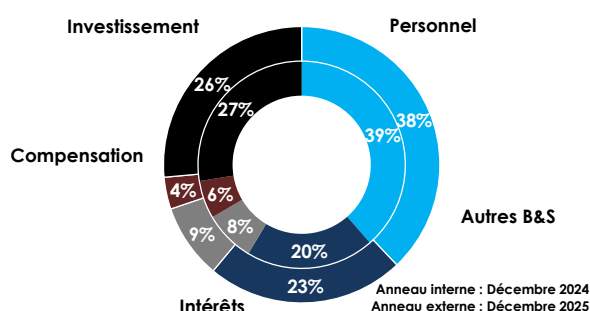
- 20,6 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (EEP), dont 6,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 6,2 MM.DH par l'Office chérifien des phosphates et 4,3 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib ;
- 40,1 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants ;
- 12 MM.DH au titre des produits divers des ministères.

DEPENSES

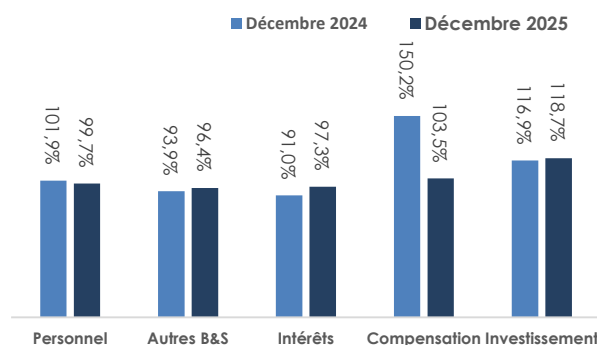
Les dépenses ordinaires se sont établies à 348,7 MM.DH à fin décembre 2025, enregistrant un taux d'exécution de 98,5% et une hausse de 39,2 MM.DH par rapport à l'année précédente. Cette progression est principalement imputable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services, qui se sont accrues de près de 39,2 MM.DH (+15,7%), ainsi qu'à la hausse des intérêts de la dette de 7,6 MM.DH (+22,3%). En revanche, les charges de la compensation ont accusé un recul de 7,6 MM.DH (-30%).

- L'exécution des **dépenses de biens et services** a été marquée par un taux de réalisation de 99,7% pour les dépenses de personnel et de 96,4% pour les autres biens et services, traduisant en revanche des hausses respectives de 15,1 MM.DH et de 24,2 MM.DH par rapport à l'année 2024. Cette évolution attribuable à l'effet des mesures décidées dans le cadre du dialogue social (+20,3 MM.DH), à l'augmentation des transferts au profit du Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale (+11,6 MM.DH), ainsi qu'à une hausse des transferts aux établissements et entreprises publics (+9,4 MM.DH).
- Les **intérêts de la dette** ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 97,3%. Leur évolution, par rapport à 2024, recouvre une hausse des intérêts de la dette intérieure (+8,6 MM.DH) et une baisse de ceux de la dette extérieure (-1 MM.DH).
- Enfin, les **charges de la compensation** se sont élevées à près de 17,7 MM.DH, avec un taux de réalisation de 103,5%, en recul de 7,6 MM.DH comparativement à l'année 2024.

Graphique 4 : Structure des dépenses



Graphique 5 : Taux de réalisation des prévisions



Les évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de près de **+75,5 MM.DH**, contre **+61,8 MM.DH** un an auparavant.

Les **dépenses d'investissement** ont atteint 125,3 MM.DH, en hausse de 7,8 MM.DH par rapport à 2024. Comparativement aux prévisions de la LF 2025, leur taux de réalisation s'est élevé à 118,7%.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un déficit de **-10,7 MM.DH**, contre **-5,8 MM.DH** à fin 2024.

FINANCEMENT

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 13,5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de **74 MM.DH**, contre **52,8 MM.DH** un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 37,1 MM.DH sur le marché domestique, tandis que les emprunts extérieurs nets se sont établis à 37 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 174,2 MM.DH et des remboursements en principal pour 140,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur comprend des tirages de 48,4 MM.DH, y compris 20,9 MM.DH mobilisés sur le marché financier international, ainsi que des amortissements de 11,5 MM.DH.

ANNEXE STATISTIQUE

En millions de dirhams	Décembre 2024	Décembre 2025	Ecart	
			en %	en valeur
I - RECETTES ORDINAIRES	371 297	424 163	14,2%	52 865
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	369 597	424 163	14,8%	54 565
Recettes fiscales	298 304	342 056	14,7%	43 753
Impôts directs	135 657	161 897	19,3%	26 240
Impôts indirects	125 794	139 160	10,6%	13 366
Droits de douane	15 198	17 160	12,9%	1 962
Enregistrement et timbre	21 655	23 840	10,1%	2 185
Recettes non fiscales	68 325	77 620	13,6%	9 295
Recettes en provenance des EEP	16 627	20 610	24,0%	3 983
Autres recettes	49 998	57 010	14,0%	7 012
Dont : Recettes a/t mécanismes innovants	35 271	40 112	13,7%	4 841
Cession de participations de l'Etat	1 700	0	-	-1 700
Recettes de certains CST	4 669	4 486	-3,9%	-183
Fonds de soutien des prix	465	309	-33,6%	-156
Fonds spécial routier	4 204	4 177	-0,6%	-27
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	432 773	484 664	12,0%	51 890
DEPENSES ORDINAIRES	309 489	348 668	12,7%	39 179
Biens et services	250 254	289 477	15,7%	39 223
Personnel	164 632	179 696	9,2%	15 064
Autres biens et services	85 622	109 781	28,2%	24 159
Dettes publiques (1)	33 893	41 459	22,3%	7 566
Intérieure	23 399	31 997	36,7%	8 598
Extérieure	10 494	9 462	-9,8%	-1 032
Compensation (2)	25 342	17 732	-30,0%	-7 610
SOLDE ORDINAIRE	61 808	75 495	22,1%	13 686
INVESTISSEMENT	117 509	125 341	6,7%	7 832
dont Fonds spécial routier	4 108	3 664	-10,8%	-444
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	-5 776	-10 655	84,5%	-4 879
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-61 476	-60 501	-1,6%	975
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	8 641	-13 537		-22 177
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-52 836	-74 038	40,1%	-21 202
FINANCEMENT INTERIEUR	33 861	37 081		3 220
Endettement intérieur	50 209	33 545		-16 665
Autres opérations	-16 348	3 536		19 884
FINANCEMENT EXTERIEUR	18 974	36 957		17 983
Tirages	40 371	48 434		8 063
Amortissements	-21 397	-11 477		9 920

1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	Décembre 2024	Décembre 2025	Ecart	
			en %	en valeur
RECETTES FISCALES	298 304	342 056	14,7%	43 753
Impôts directs	135 657	161 897	19,3%	26 240
Impôt sur les sociétés (I.S)	71 062	91 367	28,6%	20 305
Impôt sur le revenu (I.R)	59 734	65 376	9,4%	5 642
Autres impôts directs	4 861	5 154	6,0%	293
Impôts indirects	125 794	139 160	10,6%	13 366
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	89 335	97 653	9,3%	8 318
Intérieure	30 569	34 077	11,5%	3 508
Importation	58 766	63 576	8,2%	4 810
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	36 459	41 507	13,8%	5 048
Tabacs	14 779	16 512	11,7%	1 733
Produits énergétiques	18 062	20 894	15,7%	2 832
Autres	3 618	4 101	13,4%	483
Droits de douane (D.D)	15 198	17 160	12,9%	1 962
Enregistrement et timbre (D.E.T)	21 655	23 840	10,1%	2 185
RECETTES NON FISCALES	68 325	77 620	13,6%	9 295
Recettes en provenance des EEP	16 627	20 610	24,0%	3 983
Autres recettes	49 998	57 010	14,0%	7 012
Cession de participations de l'Etat	1 700	0	-	-1 700
RECETTES DE CERTAINS CST	4 669	4 486	-3,9%	-183
Fonds de soutien des prix	465	309	-33,6%	-156
Fonds spécial routier	4 204	4 177	-0,6%	-27

En millions de dirhams	LF 2025	Décembre 2025	Réalisations/ LF 25
I - RECETTES ORDINAIRES	395 272	424 163	107,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	389 272	424 163	109,0%
Recettes fiscales	320 079	342 056	106,9%
Impôts directs	139 268	161 897	116,2%
Impôts indirects	137 789	139 160	101,0%
Droits de douane	21 283	17 160	80,6%
Enregistrement et timbre	21 739	23 840	109,7%
Recettes non fiscales	71 593	77 620	108,4%
Recettes en provenance des EEP	22 550	20 610	91,4%
Autres recettes	43 043	57 010	132,5%
Dont : Recettes a/t mécanismes innovants	35 000	40 112	114,6%
Cession de participations de l'Etat	6 000	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 600	4 486	124,6%
Fonds de soutien des prix	600	309	51,5%
Fonds spécial routier	3 000	4 177	139,2%
II - DÉPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	453 493	484 664	106,9%
DEPENSES ORDINAIRES	353 908	348 668	98,5%
Biens et services	294 167	289 477	98,4%
Personnel	180 271	179 696	99,7%
Autres biens et services	113 896	109 781	96,4%
Dettes publiques (1)	42 606	41 459	97,3%
Intérieure	31 557	31 997	101,4%
Extérieure	11 049	9 462	85,6%
Compensation (2)	17 136	17 732	103,5%
SOLDE ORDINAIRE	41 364	75 495	182,5%
INVESTISSEMENT	105 584	125 341	118,7%
dont Fonds spécial routier	3 000	3 664	122,1%
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	6 000	-10 655	-177,6%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-58 221	-61 501	103,9%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE		-13 537	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-58 221	-74 038	127,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	6 688	37 081	
Endettement intérieur		33 545	
Autres opérations		3 536	
FINANCEMENT EXTERIEUR	51 533	36 957	71,7%
Tirages	60 000	48 434	80,7%
Amortissements	-8 467	-11 477	135,5%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	LF 2025	Décembre 2025	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	320 079	342 056	106,9%
Impôts directs	139 268	161 897	116,2%
Impôt sur les sociétés (I.S)	73 006	91 367	125,1%
Impôt sur le revenu (I.R)	60 868	65 376	107,4%
Autres impôts directs	5 394	5 154	95,4%
Impôts indirects	137 789	139 160	101,0%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	100 889	97 653	96,8%
Intérieure	36 844	34 077	92,5%
Importation	64 045	63 576	99,3%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	36 901	41 507	112,5%
Tabacs	13 700	16 512	120,5%
Produits énergétiques	19 451	20 894	107,4%
Autres	3 750	4 101	109,4%
Droits de douane (D.D)	21 283	17 160	80,6%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	21 739	23 840	109,7%
RECETTES NON FISCALES	71 593	77 620	108,4%
Recettes en provenance des EEP	22 550	20 610	91,4%
Autres recettes	43 043	57 010	132,5%
Cession de participations de l'Etat	6 000	0	0,0%
RECETTES DE CERTAINS CST	3 600	4 486	124,6%
Fonds de soutien des prix	600	309	51,5%
Fonds spécial routier	3 000	4 177	139,2%

